

Le CDH seul dans le front francophone

FÉDÉRAL Les appels du CDH esquivés ou repoussés par le PS, Ecolo, le FDF et le MR

► Lutgen et Milquet appellent les présidents à se réunir, pour défendre les francophones au fédéral.

► PS, Ecolo et FDF déclinent.

► Le MR ouvert à une réunion socio-économique, mais « n'est pas dupe ».

Non merci. L'idée de réunir les présidents francophones (Benoît Lutgen dans *Le Soir* vendredi), voire constituer un front francophone (Joëlle Milquet dans *La Libre* lundi) ne fait pas pschitt mais c'est tout comme.

« Pas pschitt » car la plupart en conviennent : la mise sur pied d'un gouvernement fédéral à dominante N-VA, reposant sur une majorité très flamando-flamande, suscite de lourdes interrogations au sud, et requiert sans doute quelques concertations au plus haut niveau.

Pas pschitt, donc, « mais c'est tout comme » car, on the record, on se bouscule pour dire non – un non plus ou moins nuancé.

Les centristes-humanistes alarmistes. Non, donc, à l'appel des centristes-humanistes visant, explique-t-on en leur sein, à serrer les rangs face à une N-VA à laquelle « on a donné les clefs de la maison Belgique », à commencer par le gros des fonctions régaliennes : « Oui, la N-VA contrôle l'armée et la police ! » Cela alors qu'en face, constate-t-on gravement, « le monde francophone est totalement fracassé ».

Joëlle Milquet positive : « Attention, c'est une démarche dynamique de notre part, dites-le bien, nous devons nous entendre sur une série d'enjeux concrets, comme, par exemple, la création de la communauté métropolitaine pour Bruxelles. » Ou encore : sur la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat. Ou toujours : sur la redéfinition des

institutions « intra-francophones », s'agissant notamment

de la place et du rôle exacts, à l'avenir, de la « Fédération Wallonie-Bruxelles », ou « Communauté française », a fortiori en cas de nouveau clash Nord-Sud.

Reste que les oranges voient une législature à haut risque pour les francophones, développant, en coulisse, l'analyse alarmiste suivante : 1. si le gouvernement chute, ce sera sur une question communautaire, ce qui rouvrira un boulevard devant la N-VA ; 2. s'il dure, on aura droit à l'agenda 2019 de certains au nord, de la N-VA à coup sûr, un agenda au moins confédéraliste...

Bouillant devant !

Or donc, il faut « anticiper », s'organiser, en plus d'... « aider aujourd'hui le MR à se muscler, à résister, à se montrer plus couillu »... L'objet encore, ose-t-on, du fameux front francophone.

Le MR « n'est pas dupe ». Inutile de préciser que le MR repousse l'offre gentiment.

Olivier Chastel nous explique : « Je suis un homme de dialogue, je reste ouvert à des réunions sur

des sujets socio-économiques strictement, ceux qui intéressent les citoyens, pas de problème avec ça, mais refaire du communautaire, pas question ! Se voir autour de thèmes qui seraient autant de provocations pour la Flandre ? Vous voyez le contexte ? Non, nous ne sommes pas dupes, un tel front francophone aurait seulement pour vocation de déstabiliser la majorité fédérale en place. J'ajoute que s'il voulait tant protéger les francophones, le CDH n'avait qu'à monter au gouvernement à nos côtés ! »

Ce à quoi Benoît Lutgen, tenait à répliquer dans la foulée dès hier : « Permettez-moi d'abord de me réjouir de la demi-ouverture d'Olivier Chastel – NDLR : une réunion entre présidents vouée au socio-économique. Cela dit, j'ajoute que nous souhaitons bel et bien prendre part à un gouvernement appelé à entreprendre des

réformes économiques nécessaires, justes et équilibrées : un gouvernement sans la N-VA ! C'était l'engagement des francophones. Cet engagement, le MR en a fait ce que vous savez... »

Allô, Olivier Chastel ?

Le PS de marbre. Puissante invitante – premier parti au sud du pays – dans l'éventualité d'une réunion « au sommet » entre présidents, le PS reste de marbre : « Nous ne refusons aucun appel au dialogue mais nous menons une opposition centrée sur le socio-économique et nous nous concerterons tout autant

avec les socialistes flamands et les autres forces progressistes du pays. » Circulez. A ce stade, en tout cas. Le déséquilibre entre francophones et Flamands au sein de la suédoise ne laisse pas d'inquiéter les rouges, assurent-ils, mais la priorité, à quelques jours de la manifestation nationale, et à quelques semaines de la grève générale, s'impose à eux :

combattre le programme socio-économique du « gouvernement de l'ultra droite ».

Les verts accusent. Les verts ? Ils flairent une « manœuvre » et puis basta : « Cet appel c'est de la com'. Qu'il faille être vigilants, c'est évident, mais recentrer l'attention sur le communautaire, prendre aujourd'hui cette responsabilité, ce n'est vraiment pas le moment. La vérité, c'est que le CDH est en panne de stratégie, et qu'il s'en cherche une désespérément, voilà tout. »

Le FDF porte l'estocade. Pour le FDF, Olivier Maingain ponctue en toute franchise. En deux temps. Ceci d'abord : « Oui à la concertation entre francophones, mais là, je n'en vois pas la nécessité absolue, c'est un peu trop tôt. » Et puis, surtout, en vérité : « Mais nous ne sommes pas les pompiers du MR. Ils ont fait des choix, laissons-les se dépatouiller, et montrer jusqu'où ils assumeront les conséquences de leurs actes. Nous ne sommes pas là pour dépanner le MR ! » ■

DAVID COPPI